

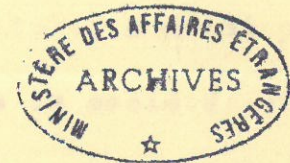
VU
DEC 6 1894

Arrivée No. 1620
Consulat General de France
DEC 6 1894
Chancellerie.
Départ No 78

Québec, 5 décembre 1894.

Prière de renvoi

Monsieur A. Kieczkowski,
Consul général de France en Canada,
M o n t r é a l .



Cher Monsieur,

Je viens de parcourir les documents que l'on m'avait indiqués comme contenant au moins une partie de l'histoire de l'exploitation de Metgermette-Nord par la Société franco-canadienne. Il n'est pas exact de dire que le gouvernement ait fait à cette société une concession de 320,000 acres de terres. Le gouvernement a décidé, par ordre en conseil du 23 octobre 1873, de céder éventuellement à la Société, au prix ordinaire de 30 cts l'acre, d'abord 40,000 acres de terres qui devaient être achetées pour les colons, le ou avant le 25 juin 1874, dans le canton [township] de Metgermette-Nord, puis 40,000 acres additionnels tous les ans, pendant sept autres années dans d'autres cantons, à condition que la Société établirait 1600 colons et leurs familles dans l'espace de huit années, bâtirait 1600 maisons en bois de dimensions déterminées, et défricherait un dixième de la concession totale, soit 32,000 acres de terres. Deux cents colons et leurs familles devaient être "installés" sur les premières terres concédées, le ou avant le 1er septembre 1874, et deux cents autres chaque année [avant juillet] pendant les sept années subséquentes. Les terres devaient

devaient être prises dans neuf cantons du comté de Beauce, deux cantons du comté de Dorchester et quatre cantons du comté de Rimouski, -quinze cantons en tout.

Par ordre en conseil du mois de décembre 1874, le délai pour l'accomplissement des premières obligations de la société [établissement de 200 colons avec leurs familles], a été reculé et fixé au mois de mai 1875.

Au mois d'avril 1876, M. Mahieu, au nom de la Compagnie, demande et obtient nouveau délai [jusqu'au 30 juin 1876].

Au mois de janvier 1877, la promesse de concession éventuelle de 320,000 acres était devenue caduque pour les quinze cantons; on la fit revivre cependant, mais pour quatre cantons seulement: Metgermette-nord, Metgermette-sud, Watford et Langevin, et le délai pour remplir les conditions imposées par l'ordre en conseil du 23 octobre 1873, ^{facto} à la demande de M. Mahieu, ~~est~~ prolongé jusqu'au 30 juin 1878.

Dans l'ordre en conseil du 25 octobre 1877, on expose que 44,132 acres de terres ont été achetés [retenus] dans Metgermette-nord par la Société franco-canadienne, dans l'été de 1874 [le 23 juin] et ont été en partie payés. M. Mahieu, qui paraissait alors

être



73

être le seul actionnaire français de la Compagnie, venait de s'ad-
joindre MM. Adolphe Ouimet, avocat, et J.B. Rouillard, "métallurgiste",
tous deux de Montréal. La Compagnie franco-canadienne se composait
donc alors de trois associés: MM. Mahieu, Ouimet et Rouilliard.

Par le dernier ordre en conseil relatif à cette affaire [3
juillet 1878] la Société ~~fut~~ maintenue en possession de ses privi-
lèges non encore périmés, à condition de bâtir ou achever de bâtir
50 maisons, d'y installer 50 familles, de défricher 800 acres de
terre, de mettre en opération une scierie et un moulin à farine, de
construire 20 milles de chemin, et tout cela avant le 1er janvier
1879.

Le prix de vente des 44,132 acres achetés [retenus] le 23
juin 1874 dans Metgermette - Nord, à 30 centins l'acre, se
montait à - \$13,239.60

Le premier versement payé lors de la vente était de 3,586.92

Balance restée due, \$ 9,652.68

[avec intérêt à 6 pourcent depuis le 23 juin 1874, date de la vente]

Le 21 octobre 1879, vu le défaut de paiement de cette balan-
ce et le défaut d'accomplissement des autres conditions de la ven-
te [ou retenue], celle-ci fut révoquée par l'honorable Commissaire

des



des Terres de la Couronne, en vertu de la loi.

Les conditions de l'ordre en conseil du 3 juillet 1878 n'avaient pas été remplies: les terres réservées retombaient dans le domaine de la Couronne.

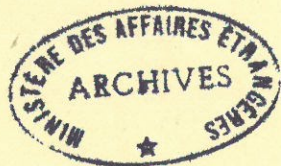


Les "patentes" [titres de propriété] des lots de terre actuellement occupés dans l'ancienne réserve de Metgermette-Nord, n'ont été octroyées qu'après une nouvelle vente postérieure à la date du 21 octobre 1879.

~~~~~

Voilà, Cher Monsieur, à peu près tout ce que j'ai pu apprendre en consultant certaines pièces que l'on a bien voulu me communiquer; mais je ne puis donner ces renseignements comme officiels. Quant aux autres affaires de l'entreprise Vannier-Mahieu, je vous réfère de nouveau à M. Chs Baillaigé, de Québec, et à Monsieur A.-N. Montpetit, d'Ottawa, à ce sujet. M. Paul de Cazes, de Québec, pourrait peut-être aussi vous fournir quelques renseignements.

Agréez tous mes compliments et hommages respectueux.



*Amédée Gagnon*

P.S. On me dit que Monsieur Philippe Lerot, notaire, à Québec, est très au courant de toute l'affaire, surtout de ce qui s'est passé entre M. Mahieu et M. Roulliard. (Échanges de terrains, etc.)

16

a garder